



CORBIE

1, rue Faidherbe
80800 Corbie

24	A	17
----	---	----

REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

ARRÊTÉ MUNICIPAL AUTORISANT L'OUVERTURE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

Le Maire de Corbie,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L111-8-3, R123-46 et R123-14,
Vu le décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,
Vu l'arrêté modifié du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP,
Vu l'arrêté préfectoral n°02/103 et 02/107 portant création de la commission de sécurité et de la commission d'accessibilité,
Vu la visite périodique sur site de la maison de retraite résidence du Parc en date du 25 août 2023 par la commission de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP de l'arrondissement d'Amiens,
Vu le code du travail,
Vu l'instruction technique n° 246 relative au désenfumage dans les ERP,
Vu l'arrêté du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie,
Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux chaufferies de plus de 70KW,
Vu Type J- Arrêté du 19 novembre 2001 modifié-Structures d'accueil pour personne âgées et personnes handicapées,
Vu l'avis favorable de la séance qui s'est tenue en date du 27 septembre 2023 de ladite commission,

ARRETE

Article 1^{er}: l'établissement dénommé **MAISON DE RETRAITE RESIDENCE DU PARC** type principal J – catégorie 4^{ème} - sis **2 rue André Foucart à Corbie** est autorisée à ouvrir au public.

Article 2 : l'effectif public **77 personnes**, effectif hébergé **57 personnes**, dont **20 membres du personnel** pour un effectif total de **97 personnes**.

Article 3 : l'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire, mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation.

Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

Article 4 : en application de l'article R421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut être contesté par voie de recours gracieux auprès de M. le Maire ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Amiens qui peut être saisi par le biais du site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 5 : l'exploitant de l'établissement, Mme la Directrice Générale des Services de la ville de Corbie, M. le Commandant de la brigade de Gendarmerie de Corbie sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 : le présent arrêté sera notifié à l'exploitant. Ampliation sera transmise à Mme la Préfète de la Somme et à M. le Commandant de la brigade de gendarmerie de Corbie.

Fait à Corbie, le 09 janvier 2024

Pour extrait conforme,

Le Maire

Ludovic GABREL





RAPPORT DE VISITE DE SECURITE INCENDIE ET PANIQUE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

commission de sécurité arrondissement d'Amiens

Application de l'article 49 du décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié
relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité

Date de la visite : 25 août 2023

Commune : CORBIE

Dénomination : 7 - MAISON DE RETRAITE RESIDENCE DU PARC

Adresse : 2 RUE ANDRE FOUCART 80800 CORBIE

Nature et/ou objet de la visite :

Type : Groupe de visite

Nature : Périodique

Liste des textes applicables :

Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié

Arrêté du 25 juin 1980 modifié

(ERP) Code de la Construction et de l'Habitation

Code du travail

Instruction technique n° 246 relative au désenfumage dans les ERP

Arrêté du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie

Arrêté du 23 juin 1978 relatif aux chaufferies de plus de 70 kW

Type J - Arrêté du 19 novembre 2001 modifié - Structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées

Classement :

Genre : Établissement

Type principal : J « Structures d'accueil pour personnes âgées »

Catégorie : 4^{ème}

Effectif public : 77

Dont effectif hébergé : 57

Effectif personnel : 20

Effectif total : 97

Procès-Verbal de la commission de sécurité arrondissement d'Amiens contre les risques de panique et d'incendie dans les établissements recevant du public

Séance du 27 septembre 2023

Nom ou raison sociale :

7 - MAISON DE RETRAITE RESIDENCE DU PARC

4ème catégorie - J

Adresse : 2 RUE ANDRE FOUCART 80800 CORBIE

Nature du dossier : Groupe de visite - Périodique

Avis Favorable

Rapport joint en annexe

Conformément aux dispositions des articles R 143-1 à R 143-47 du Code de la Construction et de l'Habitation, je vous serais obligé de bien vouloir notifier au pétitionnaire ce présent avis et de lui demander de lever sans délai les observations édictées. Il est rappelé que lors d'une visite, la commission de sécurité procède à un examen ponctuel de l'établissement et des installations techniques concourant à la sécurité contre l'incendie. Cette visite n'a pas un caractère exhaustif.

Conformément aux dispositions de l'article R 143-34 du code de la construction et de l'habitation, les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions du présent titre.

A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'intérieur.

Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement.

Le président,

Visé par
Lea MOURET-FORTUNY
RIO : 1449047
Le 10 oct. 2023 15:23:05 GMT

serialNumber=S262411832
CN=MINISTERE DE L'INTERIEUR -
signature_cachet_d2s05_mi
OU=0002 11001401600015
organizationIdentifier=NTRFR-11001401600015
O=MINISTERE DE L'INTERIEUR
C=FR
2023-10-10 17:23:05

Historique :

21/10/2003 : avis favorable au dossier de mise en sécurité comprenant :

- l'installation d'un système de sécurité incendie de catégorie A dans l'ensemble de l'établissement
- le recoupement des circulations horizontales
- le désenfumage ; il sera conforme à l'Instruction Technique n° 246
- la levée des observations de l'organisme agréé APAVE en ce qui concerne les installations électriques
- l'isolement des locaux à risques particuliers

04/08/2005 : avis défavorable à la VP et VR - Reclassement en type J de 4^{ème} catégorie

21/10/2008 : avis favorable à la VP

Descriptif :

Il s'agit d'une maison de retraite aménagée au sein d'un bâtiment à simple rez-de-chaussée avec sous-sol partiel comprenant notamment :

Au sous-sol :

- 1 chaufferie au gaz de ville de puissance totale installée supérieure à 70 kW
- 3 réserves
- 1 local pour adoucisseur d'eau

Au rez-de-chaussée :

a) zone restauration comprenant notamment :

- 1 hall
- 1 bloc sanitaire
- 1 local poste incendie avec le RIA
- 1 salle de restauration pour l'accueil de 51 pensionnaires
- 1 office pour la préparation du petit déjeuner
- 1 lingerie
- 1 local animation
- des locaux sociaux pour le personnel
- 1 local électrique

b) zone « Peupliers » comprenant notamment :

- 18 chambres individuelles
- 1 local ménage
- réserve
- 1 bloc sanitaire

c) zone « Hêtres » comprenant notamment :

- 17 chambres individuelles
- 1 local de service avec le local SSI isolé
- 1 local d'entretien
- 1 bureau surveillante
- 1 salon de coiffure
- 1 bureau animation

d) zone « Chênes » comprenant notamment :

- 16 chambres individuelles
- des locaux sociaux

La cheminée à foyer ouvert n'est pas utilisée, sur déclaration du directeur.

L'établissement est doté d'un équipement d'alarme de type 1 associé à un SSI de catégorie A.

Les circulations horizontales et la salle de restauration sont désenfumées naturellement et asservies à la détection.

La surveillance de nuit est assurée par au moins 2 personnes.

Observation(s) :

Essais réalisés :

- déverrouillage électromagnétique issue de secours par commande manuelle : satisfaisant
- DAI chambre 58 : satisfaisant

Document(s) consulté(s) dans le dossier :

X	Registre de sécurité	EXPLOITANT	
X	Désenfumage naturel : Tous les ans par un technicien compétent (DF 10)	INEO	12/06/2023
X	Chauffage : Relevé de vérification du chauffage-ventilation (CH 58)	IDEX	27/07/2023
X	Ramonage : Attestation de ramonage ou visite des conduits (CH 57)	IDEX	27/07/2023
X	Gaz : Relevé de vérification du gaz (GZ 30) (GZ 29)	IDEX	27/07/2023
X	Électricité : Relevé ou RVRE des installations électriques et/ou des paratonnerres ou protection contre la foudre (EL 19)	APAVE	07/11/2022
X	Installations extérieures de protection contre la foudre : Tous les ans par un technicien compétent (EL 19)	APAVE	21/09/2022
X	Éclairage : Tous les ans par un technicien compétent (EC 15)	APAVE	07/11/2022
X	Système de sécurité Incendie Alarme Détection : Relevé de vérification du SSI ou d'équipement d'alarme, détection, portes, clapets coupe-feu (MS 73)	INEO	12/06/2023
X	Système de sécurité Incendie Alarme Détection : RVRE triennal du SSI A ou B (MS 73)	APAVE	04/09/2022
X	Système de sécurité Incendie Alarme Détection : Contrat d'entretien du Système de Sécurité Incendie (MS 58)	INEO	
X	RIA : Relevé de vérification des R.I.A. (MS 73)	DESAUTEL	27/10/2022
X	Extincteurs : Relevé de vérification des extincteurs (MS 38)	DESAUTEL	27/10/2022
X	Formation Exercice : Formation des personnels à l'utilisation des moyens de secours	ALEXANDRE D'HEILLY	21/06/2023

Le(s) document(s) ci-dessus transmis le a (ont) été analysé(s) et fait (font) l'objet de la (les) prescription(s) déclinée(s) ci-dessous.

Prescription(s) :

Légende :

La (les) prescription(s) suivie(s) de la mention « **DEFAVORABLE** » motive(nt) l'avis défavorable.

Au regard de la réglementation en vigueur et après avoir procédé à la visite ainsi que l'analyse de risque(s), il est proposé la (les) prescription(s) essentielle(s) suivante(s) :

Rappel(s) Réglementaire(s) :

- | | | |
|--|---|---|
| Arrêté du 25 juin 1980
modifié - GE 8, Arrêté du
25 juin 1980 modifié
GE 9 | 1 | Faire contrôler les installations techniques tous les ans par des techniciens compétents ou par des organismes agréés. |
| (ERP) Code de la
Construction et de
l'Habitation - R 143-22,
Arrêté du 25 juin 1980
modifié - GE 2 | 2 | Soumettre au maire pour avis de la commission de sécurité tout projet de création, aménagement ou modification de l'établissement. |
| Arrêté du 25 juin 1980
modifié - MS 73 | 3 | Faire réaliser le contrôle annuel et triennal du système de sécurité incendie de catégorie A ou B, incluant le désenfumage mécanique, par un organisme agréé. |
| Arrêté du 25 juin 1980
modifié - GE 4 | 4 | L'article GE 4 n'est pas applicable à cet établissement. |

Prescription(s) liée(s) à l'amélioration du niveau de sécurité :

- | | | |
|---|---|--|
| Arrêté du 25 juin 1980
modifié - EC 8 | 1 | Poser les drapeaux sur les blocs d'évacuation des circulations de l'internat. |
| (ERP) Code de la
Construction et de
l'Habitation - R 157-2 | 2 | Equiper l'établissement d'un Défibrillateur Automatisé Externe (DAE) (décret n° 2018-1186 du 19 décembre 2018).
Commentaire : le défibrillateur automatisé externe doit être installé dans un emplacement visible du public et en permanence facile d'accès. Toute personne, même non médecin, est habilitée à utiliser un D.A.E. pour porter secours à une personne en situation d'arrêt cardiaque. Le propriétaire du défibrillateur veille à la mise en œuvre de la maintenance du défibrillateur et de ses accessoires et des contrôles de qualité prévus pour les dispositifs médicaux qu'il exploite. |
| Type J - Arrêté du 19
novembre 2001 modifié
(Type J) - J 39 | 3 | Réaliser au moins un exercice par semestre.
§ 1. Tout le personnel de l'établissement doit être mis en garde contre les dangers que présente un incendie et être informé des consignes très précises en vue de limiter l'action du feu et d'assurer l'évacuation du public.
§ 2. Des exercices pratiques, ayant pour objet d'instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie, doivent avoir lieu au moins une fois par semestre. |
| Type J - Arrêté du 19
novembre 2001 modifié
(Type J) - J 40 | 4 | Afficher et porter à la connaissance des résidents et du personnel les consignes incendie.
§ 1. Des consignes relatives à la conduite à tenir en cas d'incendie doivent être :
- remises à chacun des résidents ;
- portées à la connaissance du personnel ;
- affichées dans les parties collectives. |

Arrêté du 25 juin 1980
modifié - CO 35

- 5 S'assurer que le mobilier dans la salle de restauration ne soit pas disposé en travers des dégagements afin de permettre une évacuation rapide et sûre.

Arrêté du 25 juin 1980
modifié - EL 5

- 6 Equiper le local électrique d'un éclairage de sécurité constitué par un bloc autonome ou luminaire alimenté par la source centralisée, d'une part, et par un Bloc Autonome Portable d'Intervention (BAPI), d'autre part.

(ERP) Code de la
Construction et de
l'Habitation - R 143-10

- 7 Faire lever par un technicien compétent les observations mentionnées dans le rapport établi par l'organisme agréé APAVE suite au contrôle annuel des installations électriques.

(ERP) Code de la
Construction et de
l'Habitation - R 143-11

- 8 Faire lever par un technicien compétent les observations mentionnées dans le rapport établi par l'organisme agréé APAVE suite au contrôle annuel de l'alarme.

Arrêté du 25 juin 1980
modifié - CH 55, Type J -
Arrêté du 19 novembre
2001 modifié (Type J) -
J 26

- 9 S'assurer, en cas d'utilisation de la cheminée, du ramonage annuel de celle-ci et du respect des dispositions de l'article CH 55.
Une seule cheminée à foyer fermé ou à insert, fonctionnant exclusivement au bois, est admise dans les conditions définies par l'article CH 55. Elle doit être réalisée dans une salle répondant aux dispositions de l'article CO 24.

§ 1. Lorsque les dispositions particulières à un type d'établissement le prévoient et après avis de la commission de sécurité, il peut être installé :

- des cheminées à foyer ouvert ou fermé et des inserts ;
- des appareils à effet décoratif de combustion utilisant les combustibles gazeux, de puissance utile unitaire de 20 kW maximum, disposés dans une cheminée à foyer ouvert ;
- des appareils fonctionnant à l'éthanol. Ces appareils sont assujettis uniquement aux dispositions de l'article AM 20.

§ 2. L'installation de de ces cheminées doit respecter les dispositions des normes NF P 51-202, NF P 51-203 et NF P 51-204-1 ou des normes européennes correspondantes, ou à défaut de norme européenne correspondante, de toute autre norme conforme aux dispositions de l'article GN 14 paragraphe 1 ainsi qu'aux dispositions des articles CH 48, CH 49 et CH 51.

En relation avec l'objet du rapport, il est proposé l'avis ci dessous :

Avis Favorable